

ARRÊTÉ N° 2026-129

Objet : Autorisation d'ouverture de débit de boisson temporaire accordée à Balme Pêche Loisirs à l'occasion du concours Jean FAVRE D'ANNE le samedi 7 et le dimanche 8 novembre 2026

Le maire de la commune de La Balme de Sillingy,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2212-2 ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L 3335-1, L 3334-2 et L 3335-4 ;

VU l'arrêté préfectoral n° pref-cabinet-BSI/PPA-2019-358 du 27 juin 2019 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons ;

VU la demande présentée par Vincent FAVRE D'ANNE, Président de Balme Pêche Loisirs, le 28/09/2026 ;

CONSIDÉRANT que les conditions météorologiques ne permettent pas d'organiser le concours de pêche initialement prévu le dimanche 4 octobre 2026 dans des conditions optimales ;

ARRÊTE

Article 1 :

Retire l'arrêté n° 2026-019 en date du 12 février 2026 portant autorisation d'ouverture de débit de boissons temporaire accordée à Balme Pêche Loisirs à l'occasion du concours Jean FAVRE D'ANNE le samedi 3 et le dimanche 4 octobre 2026.

Article 2 :

Vincent FAVRE D'ANNE, Président de Balme Pêche Loisirs est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion du concours Jean FAVRE D'ANNE qui aura lieu Chalet des pêcheurs - Domaine du Tornet
Le samedi 7 novembre 2026 et le dimanche 8 novembre 2026 de 8h à 18h

Article 3 :

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que les boissons de groupe 1 et 3 définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

Article 4 :

La brigade de gendarmerie compétente est chargée de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

Article 5 :

Le présent arrêté sera rendu exécutoire après publication.

Le Maire, auteure de l'acte, certifie le caractère exécutoire de la présente décision.

Le Maire,

Séverine MUGNIER



Arrêté du Maire certifié exécutoire compte tenu sa publication le 29/09/2026

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.